

ABDOULAYE-SÉKOU SOW

L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE RÉPUBLICAIN

LA PROBLÉMATIQUE DE SA CONSTRUCTION AU MALI

GRANDVAUX

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
Sigles	6
Introduction	7
PREMIÈRE PARTIE : Du rejet de l'ordre colonial à la monocratie multiforme	19
CHAPITRE I : L'Etat colonial et ses mutations ou la République à double face : la marche forcée vers la libération nationale	21
I. L'héritage précolonial	22
II. Les avatars de l'ordre colonial	26
1. Aperçu sur la conquête et l'organisation géo-administrative et politique du Soudan français, creuset de l'Etat unitaire centralisé	27
2. Le Soudan français : la République des indigènes	33
3. La marche forcée vers la décolonisation	47
3-1. De l'Union française à la loi-cadre	48
3-1-1. L'Union française, un nouveau nom pour l'empire colonial	48
3-1-2. La loi-cadre et la balkanisation de l'Afrique	56
3-2. De l'autonomie interne à l'indépendance : l'échec du fédéralisme colonial	61
3-2-1. Vers un nouveau statut de l'Empire : la communauté franco-africaine	61
3-2-2. De la République soudanaise, Etat autonome, à la Fédération du Mali : l'accession à la souveraineté	65
A. La naissance de la République soudanaise	65
B. La Fédération du Mali, fer de lance de l'unité et de l'indépendance africaine	67
CHAPITRE II : Les premières tentatives de construction de l'Etat démocratique postcolonial : de la recherche de l'innovation à la dérive autoritaire	73
I. La 1 ^{ère} République et l'option pour le socialisme : du multipartisme à l'Etat sans parti	76
1. Le Mali, un Etat démocratique formel	76
1-1. Les principes fondamentaux du régime créé par la Constitution de 1960	76
1-2. De la nature du régime politique de 1960	80
2. Du multipartisme à l'Etat sans parti	84
2-1. Le règne de la partitocratie de fait	85
A. Le centralisme démocratique	89
B. La primauté du politique	91
C. L'unité nationale et la construction nationale	93
2-2. Vers l'Etat sans parti	96
3. Les défaillances du premier Etat postcolonial	101
II. De l'Etat militaire à l'Etat-parti : le règne de la dictature multiforme	107
1. L'Etat militaire : la dictature sans partage	108
2. La 11 ^e République, un cadre constitutionnel pour justifier une dictature monopartisane : l'Etat-Parti-UDPM	113
2-1. L'ambivalence de la constitution du 1er juillet 1974	114
2-2. La réalité partisane : la captation de l'Etat et des institutions à vocation républicaine	117
2-2-1. Le parti-Etat, source de tous les pouvoirs	118
2-2-2. Le Parti-Etat, seul organe dirigeant de la société	122
2-3. L'échec et la chute du Parti-Etat-UDPM	124
DEUXIÈME PARTIE : Du refus de la dictature monopartisane au pluralisme politique : mythes et réalités	131
CHAPITRE I : Le processus de la construction du nouvel ordre politique : la mystique du changement et du renouveau	137
I. Les fondements idéologiques du changement politique et socio-économique: l'imaginaire populaire (<i>an te korolen fe fo kura, kokaje</i>)	138

II. Le processus du changement : la naissance de la III ^e République	145
1. La transition démocratique : la voie du changement	146
2. La conférence nationale : les chantiers du changement	152
2-1. Une conférence nationale bien spécifique	152
2-2. Les chantiers du changement	156
2-2-1. L'état de la nation	156
2-2-2. De l'édification d'un régime politique nouveau : l'objectif fondamental de la conférence nationale	165
2-2-2-1. La construction de l'Etat démocratique par le constitutionnalisme: le retour au mimétisme, une ambition manquée de la conférence nationale ?	165
A. Aperçu sur les analogies sémantiques des principes fondamentaux	166
B. De la similitude de la nature des régimes politiques	173
2-2-2-2. La décentralisation, socle de la construction de l'Etat nouveau ?	178
A. Les principes fondateurs de la décentralisation	179
B. Le rappel des premières réformes territoriales marquées par le centralisme monopartisan	181
C. La III ^e République et la nouvelle politique de décentralisation : le renouveau de la démocratie ?	186
a. La présentation du processus	186
b. Mise en œuvre de la décentralisation et difficultés rencontrées	192
CHAPITRE II : Du mime au réel, la confrontation des principes importés aux réalités de la vie politique : le recours au pragmatisme	204
I. Des principes tendant à la consolidation de l'Etat et de l'unité nationale	207
1. L'indépendance et la souveraineté plus de 40 ans après la décolonisation : réalité ou fiction ?	207
2. L'intégrité et l'unicité du territoire : les problèmes territoriaux	213
2-1. La protection de l'espace national	216
2-1-1. La protection de l'espace national par les textes fondamentaux	217
2-1-2. L'intégrité territoriale et le principe de «l'intangibilité des frontières»	221
2-1-2-1. Aperçu sur le contenu du principe	222
2-1-2-2. Les implications du principe de l'intangibilité des frontières au Mali	225
A. La rébellion touarègue : l'intangibilité et la question de la sécession : l'échec relatif du principe	225
B. Le principe de l'intangibilité et les conflits frontaliers au Mali : l'échec du principe	234
2-2. La nouvelle politique malienne des frontières	238
2-2-1. La stabilisation des frontières comme condition primordiale de la paix, de la sécurité et de la coopération transfrontalière : les traités dits de stabilité	239
2-2-2. De la zone-frontière au pays-frontière : la voie vers l'intégration à la base, l'occultation des frontières coloniales ?	244
3. Les modifications légales du territoire : Cession, échange et adjonction de territoire	253
II. Des principes fondateurs de la démocratie : la démocratisation par la transplantation de valeurs exogènes	254
1. Aperçu sur le débat : démocratie libérale et vision africaine de la démocratie	255
1-1. Des caractéristiques de la démocratie libérale	255
1-2. La problématique de la vision africaine de la démocratie	257
2. Les principes de la démocratie libérale à l'épreuve des réalités locales: le primat du pragmatisme politique	263
2-1. Des notions de souveraineté populaire et de souveraineté nationale	264
2-2. Le multipartisme	269
2-2-1. Aperçu sur les concepts et les définitions	271
2-2-2. Le multipartisme intégral au Mali : un « faux ami » de la démocratie	273
2-2-2-1. Partis politiques et multipartisme intégral	275
2-2-2-2. Multipartisme et opposition	283
2-3. De la compétition électorale	290
2-3-1. Les problèmes organisationnels	292
2-3-1-1. De l'encadrement constitutionnel des compétitions présidentielles et législatives	293
A. Le cas de l'élection présidentielle	293
B. Les principes constitutionnels régissant la désignation des membres de l'Assemblée nationale	296

2-3-1-2. La réglementation législative de la compétition électorale	298
2-3-1-2-1. Les acteurs de l'organisation de la compétition électorale	299
A. De la commission électorale nationale indépendante	300
B. De la délégation générale aux élections : pour une garantie scientifique de la transparence électorale	302
c. Du ministère de l'Administration territoriale et des Collectivités locales	303
2-3-1-2-2. Les règles générales et les dispositions spécifiques des compétitions présidentielles et parlementaires	306
A. Des règles générales applicables à toutes les compétitions électorales	306
B. Des dispositions spécifiques	313
2-3-2. De la pratique de la compétition électorale	316
2-3-2-1- évolution de la participation populaire aux scrutins	317
2-3-2-2. Evolution du paysage politique	318
2-4. La séparation des pouvoirs, un principe essentiel pour la démocratie libérale mais devoyé par la pratique politique	332
III. De la laïcité : une problématique à laquelle le Mali fut confronté depuis le Moyen Age	338
TROISIEME PARTIE : Après les défaillances de l'autoritarisme et les ambiguïtés du mimétisme, qu'en-est-il des droits et libertés ?	349
CHAPITRE I : la consécration constitutionnelle des droits et libertés de la personne humaine	355
I. Des droits et libertés affirmés	355
1. Evolution sémantique des textes fondamentaux	355
2. La nature des droits et libertés proclamés	360
2-1. En matière de droits civils et politiques	363
2-2. En matière de droits économiques, sociaux et culturels	365
2-3. Les droits de la troisième génération	366
2-4. Les devoirs	366
II. L'organisation formelle de la protection et de la promotion des droits et libertés	367
1. Des mécanismes de protection des droits et libertés	368
2. De la promotion des droits et libertés	372
2-1. L'intervention de l'Etat dans la promotion des droits et libertés	373
2-2. La société civile, fer de lance de la protection et de la promotion des droits et libertés ?	377
2-3. La presse : grandeur et misère	378
CHAPITRE II : La problématique de l'effectivité des droits et libertés	381
I. L'expérience des monolithismes politiques : l'effondrement des droits et libertés	383
1. Le régime de parti unique de fait : une pression permanente et réductrice des droits et libertés	383
2. La dictature militaire et le Parti-Etat (UDPM) : la négation des droits de l'Homme	387
II. La IIIe République et la question des droits de l'Homme	393
1. La démocratie et l'État de droit à l'épreuve des troubles socio-politiques	395
1-1. La conception du parti majoritaire de l'exercice au pouvoir, source de troubles socio-politiques et de conflits institutionnels	396
1-2. Des troubles socio-politiques pour une autre recomposition politique	401
1-2-1. Nomination et départ du premier Premier ministre	402
1-2-2. Nomination et départ du deuxième Premier ministre	409
1-3. Le maintien au pouvoir par défaut du président de la République sortant par des violations du droit électorale	420
1-3-1. L'insuffisance de préparation des élections et les atteintes au droit électorale : le cafouillage du calendrier électorale	421
1-3-2. La loi électorale à rude épreuve	424
2. L'état des lieux des défaillances et des insuffisances de la protection des droits de l'Homme sous la IIIe République	428
2-1. Crise électorale et droits de l'Homme	429
2-2. Les constats de la société civile et des observateurs	434
2-3. La justice et l'exercice des droits et libertés	440
Conclusion générale	447
Bibliographie sélective	450